

**Arrêté n° 1470-2008/PS du 9 octobre 2008 portant classement au titre des monuments historiques des bâtiments anciens de la mission de Saint-Louis, commune du Mont-Dore**

Le président de l'assemblée de la province Sud,

Vu la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération modifiée et complétée n° 14-90/APS du 24 janvier 1990 relative à la protection et à la conservation du patrimoine dans la province Sud ;

Vu l'avis favorable émis par la commission des sites et monuments historiques de la province Sud en sa séance du 6 novembre 2007 ;

Considérant l'avis favorable émis par le propriétaire sur la mesure envisagée,

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Conformément aux dispositions de la délibération, modifiée et complétée, n° 14-90/APS du 24 janvier 1990 susvisée, les bâtiments de la mission de Saint-Louis, situés sur le lot sans numéro, d'une superficie de 23 hectares 19 ares et 22 centiares, section Mission sans numéro, commune du Mont-Dore, appartenant à la société civile de Saint-Louis, aux termes d'un acte transcrit au bureau des hypothèques de Nouméa le 10 décembre 1884, volume 43, numéro 4, sont classés monuments historiques :

- l'église (A),
- l'ancien presbytère (B),
- l'ancienne école et internat des garçons (C),
- l'ancienne école et internat des filles (D),
- la scierie (G),
- l'imprimerie (H),
- le canal d'alimentation en eau (I).

Les bâtiments sont matérialisés par un liseré gras sur le plan ci-annexé.

**Article 2 :** Conformément aux dispositions de l'article 13 de la délibération susvisée, le classement au titre des monuments historiques entraîne, pour le propriétaire, l'obligation de conserver les bâtiments dans leurs dispositions d'origine, sauf aménagement de confort préalablement autorisé par le président de l'assemblée de province.

**Article 3 :** Conformément aux dispositions de l'article 14-3 de la délibération susvisée, aucune construction neuve ne peut être adossée à un immeuble classé ou inscrit à l'inventaire supplémentaire sans une autorisation spéciale du président de la province, après avis de la commission des sites et monuments historiques.

**Article 4 :** Le présent arrêté, portant classement au titre des monuments historiques des bâtiments visés à l'article 1 ci-dessus, sera enregistré et transcrit à la conservation des hypothèques de Nouméa. Mention des présentes sera portée en marge du bordereau de transcription de la dernière mutation. Le propriétaire est informé que dans le délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, il peut former un recours devant le tribunal administratif.

**Article 5 :** Le présent arrêté sera notifié au propriétaire, transmis à M. le commissaire délégué de la République et publié au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

Pour le président  
et par délégation :  
*La première vice-présidente,*  
SONIA LAGARDE